

Jugement N°114/20/CJ1/SII/TCC  
Du 03 septembre 2020

-----

Rôle Général  
BJ/TCC/2020/0111

-----

Société A QUI LA TERRE  
(*Me Hippolyte YEDE*)

C/

Société Méditerranéen Shipping  
Compagny Benin (MSC BENIN) SA  
(*Me Igor Cécil E. SACRAMENTO*)

-----

## OBJET

Palement

## REPUBLIQUE DU BENIN

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

#### SECTION II

#### PREMIERE CHAMBRE DE JUGEMENT

#### COMPOSITION

**Président :** Romain KOFFI

**Assesseurs :** Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

**Ministère Public :** Elonm Mario METONOU

**Greffier :** Hervé ADOUKONOU

Débat le 2 juillet 2020 ;

Jugement contradictoire prononcé en premier ressort à  
l'audience publique du 03 septembre 2020 ;

#### PARTIES EN CAUSE

#### DEMANDERESSE :

**Société A QUI LA TERRE SARL**, immatriculée au  
RCCM sous le N° B3375, IFU n° 3200801099215, ayant  
son siège à Akpakpa, carré 812, BP 225, agissant aux  
poursuites et diligences de son gérant, A. Ezéchiél  
DANVEHOU, demeurant et domicilié *ès-qualités* au siège  
de ladite société, tél : 96 76 57 67/ 95 28 55 47 ;

*Assistée de Maître Hippolyte YEDE, Avocat au Barreau du  
Bénin ;*

#### DEFENDERESSE :

**Société Méditerranéen Shipping Compagny Benin  
(MSC BENIN) SA**, au capital de cinquante millions  
(50.000.000) francs CFA, immatriculée au RCCM N°  
2006-B, agrément portuaire n° 1395, ayant son siège à  
Cotonou, Rue 135, Ilot 574 parcelle A, zone portuaire,  
Zongo Ehuz, 01 BP 132 Cotonou, prise en la personne de  
son directeur général, tél : 21 31 56 90 ;

*Assistée de Maître Igor Cécil E. SACRAMENTO, Avocat au Barreau du Bénin ;*

## **LE TRIBUNAL,**

*Vu les pièces du dossier ;  
Où les parties en leurs moyens et prétentions ;  
Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 30 janvier 2020, la société A QUI LA TERRE SARL a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, la société Méditerranéen Shipping Compagny Benin (MSC BENIN) SA pour obtenir :

- la confirmation du jugement n° 28/3<sup>ème</sup> CH.COM du 28 juillet 2017 ;
- l'exécution provisoire sur minute du présent jugement ;

Au soutien de son action, la société A QUI LA TERRE SARL expose que pour les besoins de son commerce, elle a commandé à la société BETUL OIL LTD, des sacs de riz indien pour un montant de cent trente-deux millions cinq cent mille (132.500.000) francs CFA ;

Que le navire ayant transporté lesdites marchandises a accosté au port autonome de Cotonou, où elle devrait recevoir livraison, après la date de débarquement prévue ;

Qu'à l'enlèvement, il a été constaté que 4080 sacs de riz équivalant à la somme de soixante-quatre millions (64.700.000) francs CFA étaient impropres à la consommation et la brigade de la police sanitaire, après rapports contradictoires des structures compétentes du port de Cotonou, en a ordonné la destruction ;

Qu'ayant saisi le tribunal de première instance de première classe de Cotonou de l'affaire, la société Méditerranéen Shipping Compagny Benin (MSC BENIN) SA, *ès-qualités* de transporteur et la société BETUL OIL LTD, son fournisseur, ont été condamnées à lui payer les sommes ci-dessus spécifiées ;

Que le jugement qui a prononcé ces condamnations a été réputé contradictoire et elle n'a pu le signifier dans le délai légal de six (06) mois au point où il est devenu caduque ;

Que c'est alors qu'elle fait reprendre la procédure ;

Que la MSC BENIN SA engage sa responsabilité pour lui avoir livré les marchandises susdites tardivement et avec une partie avariée ;

La MSC BENIN SA résiste à ces prétentions et sollicite :

- au principal, l'irrecevabilité de l'action de la société A QUI LA TERRE SARL pour cause de prescription ;
- au subsidiaire, le rejet de toutes les demandes formulées à son encontre ;

Elle demande en outre la condamnation de la société A QUI LA TERRE SARL à lui payer dix millions (10.000.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts et trois millions (3.000.000) francs CFA au titre de frais irrépétibles et développe que la société A QUI LA TERRE SARL l'a atraite en justice bien après le délai d'un an dont elle disposait pour agir en responsabilité ;

Qu'il en est ainsi aussi bien de la présente action que de celle exercée le 25 novembre 2015 et ayant abouti au jugement de condamnation susdit ;

Que le tribunal de commerce n'est pas une cour d'appel pour connaître de la demande en confirmation dudit jugement devenu par ailleurs caduque ;

Qu'en outre, sa responsabilité n'est pas engagée envers la société A QUI LA TERRE SARL en ce qu'elle n'a commis aucune faute contractuelle à l'occasion du transport pour être tenue des avaries constatées ;

Qu'elle n'est pas partie à la convention de vente liant la société A QUI LA TERRE SARL à la société BETUL OIL LTD pour être tenue de la qualité des marchandises empotées dans ses conteneurs ;

Que par ailleurs, les constats d'avaries ne lui sont pas opposables en raison de ce qu'elle n'a été ni associée ni invitée à leur établissement ;

Que les troubles et perturbations, liés aux actions intentées contre elle par la société A QUI LA TERRE SARL, lui créent des préjudices qui méritent réparation ;

## **1- SUR LA RECEVABILITE DE L'ACTION**

Attendu que selon l'article 204 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, la prescription est un motif d'irrecevabilité de l'action ;

Qu'au sens de l'article 206 du même code, ce moyen d'irrecevabilité doit être accueilli sans que celui qui l'invoque ait à justifier d'un grief et alors même que l'irrecevabilité ne résulterait d'aucune disposition expresse ;

Que l'article 383 du code maritime dispose : « *toute action contre le transporteur, à raison de pertes ou de dommages est prescrite, dans le cas de perte totale, un (01) an à dater du jour où les marchandises auraient dû être livrées et dans les autres cas, du jour où elles ont été remises ou offertes au destinataire ou à son représentant* » ;

Attendu que la présente action en responsabilité exercée contre la société Méditerranéen Shipping Compagny Benin (MSC BENIN) SA, *ès-qualités* de transporteur, vise la réparation du préjudice résultant d'avaries d'une partie des sacs de riz transportés ;

Qu'il résulte du rapport d'intervention de la compagnie des Experts maritimes du Bénin, versé au dossier, que les marchandises en cause ont été reçues par le représentant de la société A QUI LA TERRE SARL, le 3 novembre 2014 ;

Attendu que celle-ci n'a saisi, pour la première fois, saisi le tribunal de son action en responsabilité que le 25 novembre 2015 ;

Que du 3 novembre 2014 au 25 novembre 2015, il s'est écoulé plus d'un an ;

Que la société A QUI LA TERRE SARL ne justifie pas de circonstances ayant suspendu ou interrompu la prescription annale en cause ;

Que son action en responsabilité contre la société Mediterranean Shipping Compagny Benin (MSC BENIN) SA est ainsi prescrite ;

Qu'il y a lieu de faire droit au moyen d'irrecevabilité soulevé ;

## **2- SUR LES DEMANDES RECONVENTIONNELLES**

Attendu que les dommages-intérêts pour action abusive ne sont dus que s'il ressort des éléments de la cause que le demandeur a agi dans une intention malveillante ou avec une légèreté blâmable ;

Attendu que ces circonstances ne sont pas caractérisées en l'espèce ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande de dommages-intérêts formulée par la MSC BENIN SA ;

Attendu qu'en outre, la demande de condamnation aux frais irrépétibles n'est pas justifiée ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

## **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Déclare la société A QUI LA TERRE SARL irrecevable en son action ;

- Rejette les demandes reconventionnelles formulées par la société Méditerranéen Shipping Compagny Benin (MSC BENIN) SA ;
- Condamne la société A QUI LA TERRE SARL aux dépens.

**ONT SIGNE**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**